

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'attention de : la rédaction sociale et économique

Date : 22/01/2025



Manifestation du Non Marchand wallon : le Gouvernement est atteint de surdité et d'indifférence.

Pourtant, il est plus que temps pour le Non Marchand.

Le 07 novembre 2024, 35.000 travailleur·euse·s des secteurs du Non Marchand manifestaient dans les rues de Bruxelles en exigeant des emplois plus attractifs, de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et, surtout, plus de collègues, afin de répondre qualitativement aux besoins de la population.

A ce jour, AUCUNE réponse du Gouvernement Wallon.

A défaut, plusieurs centaines de militant·e·s des secteurs concernés, privés et publics, se réuniront, déterminés, à Namur ce jeudi 23 janvier 2025.

- A 10h, chez le Ministre Coppieters, témoignages de travailleur-euses des secteurs des Maisons de repos, de l'Aide à Domicile, du Handicap, de l'insertion, des ETA...
- A 10h30, les négociateurs syndicaux sont reçus par le Gouvernement, à l'Elysette. Le cahier de revendications du personnel lui sera transmis.
- A la même heure, le cortège démarrera pour aller à leur rencontre.

Le secteur Non Marchand crée de la richesse non seulement par les salaires de son personnel et les économies de coût rendues possibles au travers de la préservation ou restauration de la santé mentale et physique de la population, mais également par les valeurs qu'il véhicule telles que la cohésion sociale, la solidarité, la démocratie.

Il ne peut en aucun cas être une variable d'ajustement : il est le pilier de la cohésion sociale et du bien-être des citoyens. Sans investissement immédiat et sans continuité dans le financement des projets existants, les coûts humains et économiques à long terme seront considérables.

Les revendications sont connues, et soutenues par la population qui sont les bénéficiaires quotidiens de ces services :

- le refinancement structurel des fonctions collectives, ce qui nécessite une remise en question fondamentale de la suprématie de l'économie sur la recherche de bien-être,

- le renforcement de l'attractivité des métiers et de la tenabilité des carrières, par la négociation d'accords non marchands et un plan ambitieux et multi-dimensionnel de lutte contre la pénurie dans les métiers du lien,
- l'investissement dans les politiques fonctionnelles en excluant la marchandisation et en ne faisant aucun compromis en ce qui concerne la légitime qualité de la prise en charge holistique attendue tant par les patients-résidents-bénéficiaires que par les professionnels de terrain,
- l'intensification et la consolidation de la concertation sociale, et cela à tous les étages.

Il est urgent d'obtenir un nouvel accord Non Marchand, et ce dès janvier 2025 !

Cet accord social doit englober tous les métiers de tous les secteurs, privés comme publics, réenchanter les métiers du secteur, garantir le temps de la relation et améliorer la qualité du service rendu à la population !

Par cette action, nous demandons à ce qu'un investissement conséquent soit réalisé dans le secteur Non Marchand et que des solutions soient concertées avec les interlocuteurs sociaux des secteurs Non Marchand privé et public, en urgence, afin d'identifier les solutions pour améliorer les conditions d'exercice des métiers et les valoriser à la hauteur de la mission sociétale que le personnel réalise tous les jours.

Pour toute information complémentaire, contactez les responsables en charge du dossier:

Pour le Front Commun Syndical,

Véronique Sabel, CSC Services Publics		0478/684434
Stéphanie Permentier,	CNE	0473/403174
Luca Baldan,	CSC	
BIE	0472/807810	
Olivier Nyssen,	CGSP	0498/781004
Nathalie Lionnet,	SETCA	0478/387022
Benjamin Wery,	CENTRALE	
GENERALE	0498/817822	
Patrick Rehan,	FGTB	
HORVAL	0492/712887	
Daniel Gradzielewski,	SLFP	0490/425776
Eric Dubois,	CGSLB	0475/398957